

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

15 décembre 2010

PROPOSITION DE LOI

**modifiant le Code civil afin de permettre
l'accouchement discret**

(déposée par Mmes Maya Detiège et
Myriam Vanlerberghe)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

15 december 2010

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek om
het bevallen in discretie mogelijk te maken**

(ingedien door de dames Maya Detiège en
Myriam Vanlerberghe)

RÉSUMÉ

Les femmes enceintes qui ne souhaitent pas révéler leur identité lors de la naissance de leur enfant doivent pouvoir conserver l'anonymat.

Les auteurs proposent que les coordonnées de la mère ne soient pas mentionnées dans l'acte de naissance, mais dans un registre central.

SAMENVATTING

Zwangere vrouwen die hun identiteit bij de geboorte van hun kind niet wensen prijs te geven, moeten hun identiteit geheim kunnen houden.

De indiensters stellen voor dat de gegevens van de moeder niet in de geboorteakte worden opgenomen, maar wel worden aangegeven bij een centraal register.

N-VA	:	<i>Nieuw-Vlaamse Alliantie</i>
PS	:	<i>Parti Socialiste</i>
MR	:	<i>Mouvement Réformateur</i>
CD&V	:	<i>Christen-Démocratique en Vlaams socialistische partij anders</i>
sp.a	:	
Ecolo-Groen!	:	<i>Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales — Groen</i>
Open Vld	:	<i>Open Vlaamse liberalen en democraten</i>
VB	:	<i>Vlaams Belang</i>
cdH	:	<i>centre démocrate Humaniste</i>
LDD	:	<i>Lijst Dedecker</i>
PP	:	<i>Parti Populaire</i>

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i>
DOC 53 0000/000:	<i>Document parlementaire de la 53^{ème} législature, suivi du n° de base et du n° consécutif</i>	DOC 53 0000/000: <i>Parlementair document van de 53^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>
QRVA:	<i>Questions et Réponses écrites</i>	QRVA: <i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
CRIV:	<i>Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)</i>	CRIV: <i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)</i>
CRABV:	<i>Compte Rendu Analytique (couverture bleue)</i>	CRABV: <i>Beknopt Verslag (blauwe kaft)</i>
CRIV:	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)</i>	CRIV: <i>Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)</i>
PLEN:	<i>Séance plénière</i>	PLEN: <i>Plenum</i>
COM:	<i>Réunion de commission</i>	COM: <i>Commissievergadering</i>
MOT:	<i>Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)</i>	MOT: <i>Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)</i>

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>	<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>
<p><i>Commandes:</i> <i>Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél.: 02/ 549 81 60 Fax: 02/549 82 74 www.laChambre.be e-mail: publications@laChambre.be</i></p>	<p><i>Bestellingen:</i> <i>Natieplein 2 1008 Brussel Tel.: 02/ 549 81 60 Fax: 02/549 82 74 www.deKamer.be e-mail: publicaties@deKamer.be</i></p>

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de loi reprend le texte de la proposition DOC 52 0707/001.

En Belgique, les possibilités ne sont guère nombreuses pour une femme dont la grossesse est non désirée. Ou bien, elle interrompt sa grossesse de façon prématurée, ou bien, elle accouche officiellement et cède l'enfant en vue d'une adoption. On déplore malheureusement également un certain nombre d'accouchements clandestins qui, dans le meilleur des cas, débouchent sur un abandon d'enfant (cf. les boîtes à bébé).

En Belgique, une femme dont la grossesse est non désirée, qui n'accouche pas de façon clandestine et ne souhaite pas interrompre prématurément sa grossesse n'a d'autre choix que d'accoucher officiellement, ce qui a pour conséquence que l'identité de la mère et/ou du père sera consignée dans l'acte de naissance.

Dans le cas d'un certain nombre de femmes dont la grossesse est non désirée, cette identification pose problème. Elles souhaitent céder l'enfant sans communiquer leurs données personnelles. Dans ces conditions, ces femmes et leur entourage ne peuvent, à l'avenir, être confrontées à la grossesse non désirée, ou à la personne et la circonstance qui en sont à l'origine. Les femmes sont à la recherche d'une possibilité d'accoucher dans l'anonymat total. En Belgique, la loi n'offre aucune possibilité d'accoucher anonymement.

La législation française: l'accouchement anonyme très critiqué

Une femme qui est enceinte sans l'avoir souhaité et qui veut garder l'anonymat peut notamment accoucher en France. Un tiers des femmes qui accouchent dans l'anonymat à Lille sont originaires de Belgique. Le système français d'accouchement anonyme (*accouchement sous X*) permet aux parents biologiques de garder leur identité secrète et de ne fournir aucune information lors de la naissance de l'enfant. L'acte de naissance mentionne uniquement un X à l'endroit où devrait normalement apparaître le nom des parents. Immédiatement après la naissance, l'enfant est confié à une institution en vue d'une adoption.

Le système français est toutefois fortement remis en question en raison des protestations incessantes des enfants nés sous X en France et en Belgique. Ils trouvent

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van het voorstel DOC 52 0707/001.

Een ongewenst zwangere vrouw heeft niet veel mogelijkheden in België. Ofwel breekt ze de zwangerschap vroegtijdig af, ofwel bevalt ze officieel en staat ze het kind af voor adoptie. Helaas zijn er daarnaast ook nog een aantal clandestiene bevallingen, met in het beste geval een wegwerpkind tot gevolg (cf. vondelingenschuif).

Een ongewenst zwangere vrouw die de stap niet zet naar een clandestiene bevalling, en die de zwangerschap niet vroegtijdig wil beëindigen, kan in België enkel "officieel" bevallen. Dat brengt met zich mee dat de identiteit van de moeder en/of de vader vermeld zal worden in de geboorteakte.

Voor een aantal ongewenst zwangere vrouwen is die identificatie een probleem. Ze wensen afstand te doen van het kind, zonder hun gegevens achter te laten. Op die manier kunnen zij en hun omgeving in de toekomst niet worden geconfronteerd met de ongewenste zwangerschap, en met de persoon of de omstandigheid die ze heeft veroorzaakt. Die vrouwen gaan op zoek naar een mogelijkheid om in de volledige anonimiteit te bevallen. In België bestaat er geen legale mogelijkheid om anoniem te bevallen.

De Franse wetgeving: anoniem bevallen, erg bekritiseerd

Een ongewenst zwangere vrouw die anoniem wil blijven, kan onder meer terecht in Frankrijk. Een derde van de vrouwen die in Rijssel anoniem bevallen, is afkomstig uit België. Het Franse systeem van de anonieme bevallingen ("*accouchement sous X*") laat de biologische ouders toe hun identiteit geheim te houden en geen enkele inlichting te geven bij de geboorte van het kind. De geboorteakte vermeldt enkel een X waar normaal de naam van de ouders zou moeten voorkomen. Het kind wordt onmiddellijk na de geboorte toevertrouwd aan een instelling met het oog op een adoptie.

Het Franse systeem is echter zwaar onder druk gekomen door aanhoudend protest van de X-kinderen in Frankrijk en België. Ze vinden het onaanvaardbaar

inadmissible de ne pas être autorisés à rechercher leurs parents naturels. Dans une tentative de concilier les droits des enfants nés sous X et le droit des parents à l'anonymat, la France a adapté, en 2002, la procédure de l'accouchement anonyme. Un Conseil national pour l'accès aux origines personnelles a été créé. Il permet aux enfants nés sous X d'entreprendre des démarches en vue de retracer leur origine biologique.

La modification législative ne remet pas en cause le droit des parents de naissance de garder leur identité secrète.

Si les parents de naissance le souhaitent, ils peuvent toujours refuser toute communication d'informations à l'enfant né sous X. Il semble qu'en France, le respect de la vie privée de la mère de naissance prime sur le droit à la connaissance des origines personnelles de l'enfant né sous X. Même la modification de 2002 n'a pas équilibré les droits de la mère de naissance et ceux de l'enfant né sous X.

Un enfant français né sous X, Pascale Odièvre, a entamé une action devant la Cour européenne des droits de l'homme, qui a rendu son jugement le 13 février 2003¹.

Pascale Odièvre a fait valoir devant la Cour qu'elle avait été lésée dans son droit au respect de la vie privée, dans la mesure où la loi française fait primer le droit de la mère de naissance à l'anonymat sur le droit de l'enfant abandonné de connaître sa famille de naissance. Selon Mme Odièvre, cette violation a des conséquences discriminatoires graves, comme l'impossibilité de savoir s'il existe un risque d'affections héréditaires et l'impossibilité d'hériter des parents naturels.

Une majorité de dix juges européens contre sept n'adhère pas au raisonnement de Mme Odièvre. Selon la Cour, le législateur français dispose d'une marge qui permet, dans l'intérêt général, de déroger au droit à la vie privée d'un enfant né sous X. Cet intérêt est présent, il s'agit en effet de la prévention des avortements et des abandons d'enfants. Cette dérogation est, selon la Cour toujours, limitée à un minimum par l'accès des enfants abandonnés aux données relatives à la mère biologique, sans que l'identité de celle-ci ne soit toutefois révélée. La Cour souligne que la France, par le biais du Conseil national pour l'accès aux origines personnelles, prête son concours à la réunion de l'enfant abandonné et de la mère biologique, même s'il faut, au préalable, que cette dernière consent à la rencontre et accepte de révéler son identité. Le droit de l'enfant abandonné de

dat ze niet bij machte zijn hun geboorteouders op te sporen. In een poging de rechten van de X-kinderen te verzoenen met het recht van de ouders om anoniem te blijven, stuurde Frankrijk de procedure van de anonieme bevalling in 2002 bij. Er werd een Nationale Raad voor toegang tot persoonsgegevens opgericht. Via die Raad kunnen X-kinderen een poging ondernemen om hun biologische oorsprong te achterhalen.

De wetswijziging stelt het recht van de geboorteouders om hun identiteit geheim te houden niet in vraag.

Indien de geboorteouders dat wensen, kunnen ze nog steeds elke vrijgave weigeren van inlichtingen aan het X-kind. Het lijkt erop dat in Frankrijk het respect voor het privé-leven van de geboortemoeder zwaarder doorweegt dan het recht op kennis van de oorspronkgegevens van het X-kind. Ook na de wijziging van 2002 is er in Frankrijk geen evenwicht tot stand gekomen tussen de rechten van de geboortemoeder en het X-kind.

Een Frans X-kind, Pascale Odièvre, stapte naar het Europees Hof voor de Rechten van de Mens, dat op 13 februari 2003 uitspraak heeft gedaan¹.

Pascale Odièvre riep voor het Hof in dat ze geschaad is in haar recht op eerbiediging van het privéleven, omdat de Franse wet het recht van de geboortemoeder om anoniem te blijven laat primeren op het recht van het afstandskind om de geboortefamilie te kennen. Deze schending heeft volgens Odièvre ernstige discriminatoire gevolgen, zoals het niet op de hoogte kunnen zijn van een risico op erfelijke aandoeningen en het niet kunnen erven van de natuurlijke ouders.

Een meerderheid van tien tegen zeven Europese rechters volgt de redenering niet van Odièvre. De Franse wetgever beschikt volgens het Hof over een marge die toelaat in het algemeen belang af te wijken van het recht op een privé-leven van een X-kind. Dat belang is aanwezig, namelijk het voorkomen van abortussen en wegwerp kinderen. Deze afwijking wordt — steeds volgens het Hof — zo beperkt mogelijk gehouden door de afstandskinderen inzage te geven in gegevens over de geboortemoeder, maar zonder diens identiteit vrij te geven. Het Hof wijst erop dat Frankrijk via de Nationale Raad voor toegang tot persoonsgegevens hulp biedt bij het samenbrengen van afstandskind en geboortemoeder, evenwel enkel als deze laatste instemt met de ontmoeting en het vrijgeven van haar identiteit. Het recht van het afstandskind om de geboortefamilie te kennen

¹ Cour européenne des droits de l'homme, arrêt Odièvre du 13 février 2003, Hudoc, <http://cmiskp.echr.coe.int/tkp197/search.asp?session id=10347476&skin=hudoc-fr>.

¹ Hof Mensenrechten, arrest Odièvre van 13 februari 2003, Hudoc, <http://cmiskp.echr.coe.int/tkp197/search.asp?sessionid=10347476&skin=hudoc-fr>.

connaître sa famille biologique ne prime pas sur le droit de la mère biologique de conserver l'anonymat. C'est donc l'intérêt général qui tient lieu d'arbitre.

Selon la Cour, il n'est pas davantage question de discrimination. L'enfant abandonné hérite, comme les autres enfants adoptés, des parents adoptifs, et a accès aux données essentielles. La juge belge Françoise Tulkens fait partie du groupe des 7 juges qui ne partagent pas l'avis de la majorité de la Cour. Elle reconnaît le droit de chaque être humain à l'accès à son origine et à la connaissance de l'identité de ses parents naturels. Elle souligne qu'outre l'accouchement dans l'anonymat, il existe de meilleures formules permettant de concilier l'intérêt général, l'intérêt de la mère biologique et l'intérêt de l'enfant abandonné, à savoir l'accouchement "discret".

L'accouchement discret, une alternative équilibrée à l'accouchement anonyme

Lors d'un accouchement discret, les données des parents restent cachées, mais l'enfant abandonné a le droit de les consulter (y compris l'identité) lorsqu'il atteint un certain âge et moyennant le respect d'une procédure déterminée.

En Belgique, les enfants nés sous X, les organismes agréés d'adoption flamands, le Conseil néerlandophone des femmes et d'autres organisations féminines réclament depuis un certain temps déjà une réglementation légale pour les accouchements discrets. Dans ce contexte, elles s'appuient notamment sur un avis de 1998 du Comité consultatif de bioéthique².

Le comité se penche sur la question de savoir s'il est souhaitable d'instaurer les accouchements sous X en Belgique. Selon les partisans de l'accouchement sous X, il existe, en la matière, une confrontation entre deux valeurs, celle de la vie de l'enfant, d'une part, et le droit de toute personne à connaître sa mère biologique, d'autre part, la sauvegarde de la vie de l'enfant étant la première valeur à respecter. Les adversaires, par contre, estiment qu'il est inacceptable que des enfants soient coupés de leurs racines, et qu'il ne faut jamais fermer définitivement la porte aux recherches de filiation.

La conclusion générale du Comité est la suivante:

"Les situations où l'accouchement anonyme apparaît comme une possibilité sont des situations humainement difficiles où s'entrechoquent la détresse des futures mères, la protection de la santé et de la vie des enfants, mais aussi les situations douloureuses au plan de la

is niet meer waard dan het recht van de geboortemoeder om anoniem te blijven. En dus geldt het algemeen belang als arbiter.

Volgens het Hof is er evenmin sprake van enige discriminatie. Het afstandskind erft, zoals andere geadopteerde kinderen, van de adoptieouders en krijgt inzage in essentiële gegevens. Tot de groep van 7 rechters die het niet eens zijn met de zienswijze van de meerderheid van het Hof behoort de Belgische Françoise Tulkens. Ze erkent het recht voor ieder mens op toegang tot zijn origine en op kennis van de identiteit van de natuurlijke ouders. Ze wijst erop dat naast de anonieme bevalling er andere en betere mogelijkheden zijn om het algemeen belang, het belang van de afstandsmoeder en het belang van het afstandskind te verzoenen, namelijk de "discrete" bevalling.

Discrete bevalling als evenwichtig alternatief voor anoniem bevallen

Bij een discrete bevalling blijven de gegevens van de ouders verborgen, maar heeft het afstandskind recht op toegang tot die gegevens (inclusief de identiteit) bij het bereiken van een bepaalde leeftijd en mits het doorlopen van een bepaalde procedure.

In België wensen de X-kinderen, de Federatie van Erkende Vlaamse Adoptiediensten, de Nederlandstalige Vrouwenraad en andere vrouwenorganisaties al geruime tijd een wettelijke regeling van de discrete bevalingen. Ze steunen daarbij onder andere op een advies uit 1998 van het Raadgevend Comité voor Bio-ethiek².

Het comité buigt zich over de vraag of het wenselijk is in België anonieme bevalingen in te voeren. De voorstanders van de anonieme bevalling stellen dat er een confrontatie plaatsvindt tussen twee waarden, namelijk het leven van het kind en het recht van elke persoon om zijn biologische moeder te kennen, waarbij de beveiliging van het leven van het kind prioritair is. De tegenstanders vinden het onaanvaardbaar dat kinderen van hun wortels worden afgesneden, en dat het zoeken naar de afstammingsband nooit onmogelijk mag worden gemaakt.

Het algemeen besluit van het Comité luidt:

"Situaties waarin de anonieme bevalling zich als een mogelijkheid voordoet, liggen op menselijk vlak moeilijk. Volgende tegenstrijdige aspecten zijn daarbij betrokken: de noodssituatie van de toekomstige moeders, de bescherming van gezondheid en leven van de kinderen,

² <http://www.health.fgov.be/bioeth/fr/advies/avis-n04.htm>

² <http://www.health.fgov.be/bioeth/nl/advies/advies-nr04.htm>

filiation qui peuvent surgir ultérieurement et affecter tant la mère que l'enfant. C'est la raison pour laquelle le Comité, soucieux à la fois de protéger l'enfant et de répondre à la détresse des mères qui ne peuvent assumer leur maternité, même juridiquement, pense devoir recommander une modification de la situation actuelle.”.

Un système permettant d'accoucher dans la discréction est une solution honnête pour protéger les enfants nés sous X sans perdre de vue les intérêts des mères “anonymes”. Un accouchement dans la discréction permet de ne pas mentionner le nom de la mère dans l'acte de naissance, mais uniquement dans un registre fermé, qui ne pourra être accessible qu'à condition de suivre une certaine procédure, et qu'à condition que tant la mère que l'enfant aient donné leur autorisation.

L'enfant pourra donner son autorisation à partir de l'âge de seize ans. La limite est fixée à cet âge, car il ne s'indique pas de confier une décision aussi importante et émotionnelle à un enfant de douze ans. À cet âge, un enfant n'est pas encore assez mûr sur le plan émotionnel. Un enfant en pleine puberté, en route vers l'adolescence, traverse souvent une période difficile et troublante. Il est confronté à de nombreux changements, d'ordre physique, sexuel et émotionnel, mais également d'ordre relationnel, en ce qui concerne les relations avec ses parents, et d'ordre social, les enfants du même âge prenant une importance croissante. Pendant cette période de sa vie, un enfant passe par différentes phases de développement, durant lesquelles il entre en conflit avec lui-même et avec son environnement. Il vit l'expérience de la puberté, de la préadolescence, du développement intellectuel, etc. Il est emporté dans un tourbillon de sentiments. Il ne semble donc pas indiqué de le troubler encore davantage en lui confiant la responsabilité de rencontrer ou non sa mère, qui l'a abandonné. Tous les événements importants vécus par un enfant lors de sa puberté marqueront inévitablement de leur sceau son développement ultérieur. Il importe donc de veiller à ce que ce développement se déroule dans les meilleures conditions possibles et que l'enfant ne soit impliqué dans la procédure qu'au moment où il a atteint un âge où il est capable de gérer ses sentiments de manière rationnelle.

Le système conserve les avantages de l'accouchement sous X, mais il en supprime les effets négatifs. Une femme enceinte qui, pour l'une ou l'autre raison, le souhaite, peut garder le secret autour de sa grossesse ou de son accouchement. La naissance a lieu sous encadrement professionnel et dans les meilleures conditions. Si elle le souhaite, la mère peut également bénéficier d'un accompagnement après la naissance.

maar tevens de problemen die zich later kunnen voor doen inzake afstamming en die zowel voor de moeder als voor het kind pijnlijk kunnen zijn. Op grond daarvan meent het Comité een wijziging van de huidige situatie te kunnen aanbevelen. Het Comité beoogt daarbij zowel het kind te beschermen als tegemoet te komen aan de noedsituatie van de moeders die hun moederschap, zelfs juridisch niet kunnen waarmaken.”.

Een systeem van bevallen in discretie is een eerlijke oplossing om het X-kind te beschermen zonder de belangen van de “anonieme” moeders uit het oog te verliezen. Bevallen in discretie staat toe dat de naam van de moeder niet vermeld wordt in de geboorteakte, maar wel in een gesloten register, dat enkel toegankelijk kan zijn mits een bepaalde procedure wordt doorlopen en mits zowel de moeder als het kind daartoe toestemming hebben gegeven.

Het kind zal toestemming kunnen verlenen vanaf de leeftijd van zestien jaar. De grens wordt bepaald op deze leeftijd, omdat het niet is aangewezen zo een gewichtige en emotionele beslissing toe te vertrouwen aan een kind van twaalf jaar. Een kind is op die leeftijd daarvoor emotioneel nog niet rijp genoeg. Kinderen in de puberteit die op weg zijn naar adolescentie gaan vaak door een moeilijke en verwarringe periode. Zij worden geconfronteerd met vele veranderingen: fysisch, seksueel, emotioneel in het kind, maar ook in de relatie tussen kind en ouders en sociaal met de meer belangrijker wordende leeftijdsgenoten. Kinderen gaan in die periode van hun leven door verschillende fasen van ontwikkeling, waarbij ze in conflict raken met zichzelf en met hun omgeving. Ze ervaren puberteit, vroege adolescentie, intellectuele ontwikkeling, enz. Zij zitten op een roetsjbaan van gevoelens. Het lijkt dan ook niet aangewezen hen nog meer te verwarreren door hen de verantwoordelijkheid te laten nemen al dan niet de ontmoeting aan te gaan met de afstandsmoeder. Al het noemenswaardige wat een kind in de puberteit meemaakt, zal onvermijdelijk een stempel drukken op de verdere ontwikkeling van het kind. Het is dan ook belangrijk ervoor te zorgen dat deze ontwikkeling in de best mogelijke omstandigheden verloopt en dat een kind slechts in de procedure betrokken wordt wanneer het op een leeftijd is gekomen waarop het rationeel met zijn gevoelens kan omspringen.

Het systeem behoudt de voordelen van de anonieme bevalling, maar elimineert de negatieve gevolgen ervan. Een zwangere vrouw die het om een of andere reden wenst kan haar zwangerschap of bevalling geheim houden. De geboorte gebeurt onder professionele begeleiding en in de beste omstandigheden. De moeder kan, indien zij dit wenst, ook na de geboorte begeleid worden.

L'accompagnement est une nécessité absolue, d'une part, pour préserver la santé de la mère et de l'enfant, et d'autre part, en raison des problèmes psychiques auxquels la mère est confrontée à la fois avant, pendant et après l'accouchement. Avant l'accouchement, il est important que la mère soit accompagnée, de manière à ce qu'elle sache qu'elle n'est pas toute seule.

Elle pourra mieux gérer les sentiments de déshonneur, de honte, de déception, etc... auxquelles elle ne manquera pas d'être confrontée. Un accompagnement adéquat contribuera également à lui permettre de prendre une décision mûrement réfléchie. Dans certains cas, on pourra sans doute même éviter que la mère aille jusqu'à l'abandon. On garantit en outre que l'accouchement aura lieu dans un bon hôpital offrant l'assistance médicale correcte nécessaire.

Il va de soi qu'un accompagnement est également crucial après l'accouchement. Il n'est pas rare que des mères qui abandonnent leur enfant traversent plus tard une période difficile, traumatische, au cours de laquelle elles doivent perpétuellement affronter le poids de leurs actes et les sentiments de culpabilité qui vont souvent de pair. Plusieurs années après les faits, elles sont encore en proie à la douleur et au chagrin. Souvent, en remplacement de l'enfant, elles fuient dans une relation vouée à l'échec. Dans de nombreux cas, ces femmes ont le sentiment qu'elles ne peuvent parler de leurs problèmes à personne. Elles se forcent dès lors à faire comme si rien ne s'était passé. Pourtant, elles doivent vivre nuit et jour avec leurs problèmes et elles y sont constamment confrontées (par exemple, le jour de l'anniversaire de l'enfant). Il n'est pas rare que ces femmes tombent en dépression. Un accompagnement psychologique adéquat peut les aider à accepter le passé.

L'enfant aura également besoin d'un accompagnement, et pourra par conséquent aussi demander une aide. L'influence de l'ignorance de ses racines ne doit pas être sous-estimée. Un enfant abandonné par sa mère est poursuivi par ce sentiment quotidiennement, et souvent, se lance dans une quête désespérée. En outre, le fait qu'il se sache abandonné se répercute négativement sur le développement de l'enfant. Cela peut le mener à la dépression et l'inciter à se réfugier dans de mauvaises fréquentations. Il va dès lors sans dire que ces enfants doivent également bénéficier d'un accompagnement adéquat pour qu'ils se sentent de nouveau en sécurité.

Le registre fermé permet à un enfant abandonné de rechercher, plus tard, ses liens de filiation, pas tout seul, mais en bénéficiant de l'aide et de l'encadrement d'un service professionnel. Une mère ayant abandonné son

Begeleiding is een absolute noodzaak, enerzijds om de gezondheid van moeder en kind te vrijwaren, anderzijds omwille van de psychische problemen waarmee de moeder zowel vóór, tijdens als na de bevalling wordt geconfronteerd. Vóór de bevalling is het belangrijk dat de moeder wordt begeleid, zodat zij weet dat zij niet alleen staat.

Zij zal beter kunnen omgaan met de gevoelens van schande, schaamte, teleurstelling, enz. waarmee zij ongetwijfeld te maken krijgt. Een passende begeleiding zal er ook toe bijdragen dat de moeder een weloverwogen beslissing kan nemen. In bepaalde gevallen kan allicht zelfs worden voorkomen dat de vrouw werkelijk tot afstand overgaat. Bovendien wordt gewaarborgd dat de bevalling zal plaatsvinden in een goed ziekenhuis met de nodige en fatsoenlijke medische bijstand.

Het spreekt voor zich dat ook begeleiding ná de bevalling cruciaal is. Niet zelden gaan afstandsmaeders achteraf door een zeer moeilijke, traumatische periode, waarbij zij telkens opnieuw de confrontatie met hun daden en de vaak daarmee gepaard gaande schuldgevoelens moeten aangaan. Vele jaren later worden zij nog steeds geconfronteerd met pijn en verdriet. Vaak vluchten zij weg in een tot mislukken gedoemde relatie, ter vervanging van het kind. Deze vrouwen hebben in vele gevallen het gevoel dat zij bij niemand terecht kunnen met hun problemen. Hierdoor dwingen zij zichzelf te doen alsof er niets gebeurd is. Toch moeten zij er dag en nacht mee leven en worden zij er telkenmale opnieuw mee geconfronteerd (bijvoorbeeld op de verjaardag van het kindje). Niet zelden vervallen deze vrouwen in een depressie. Een adequate psychologische begeleiding kan hen helpen vrede te nemen met het verleden.

Ook het kind zal nood hebben aan begeleiding en zal daarom een beroep kunnen doen op bijstand. De invloed van het niet kennen van zijn "roots" mag niet worden onderschat. Een afstandskind leeft hiermee dag in dag uit, hetgeen vaak ontaardt in hopeloze zoektochten. Bovendien zal de wetenschap te zijn "afgestaan" geen goede invloed hebben op de ontwikkeling van het kind. Het kan ontaarden in depressies en het vluchten in slechte relaties. Het spreekt dan ook voor zich dat ook de afstandskinderen een passende begeleiding moeten krijgen om zich terug geborgen te kunnen voelen.

Met het gesloten register kan een afstandskind later de afstammingsbanden opzoeken, niet op eigen houtje, maar met hulp en begeleiding van een professionele dienst. Een afstandsmaeder kan opzoeken hoe het

enfant peut faire des recherches pour savoir comment va celui-ci. Le père (présumé) peut également avoir accès au registre.

Concrètement, nous envisageons la création d'un seul registre national fermé, qui sera tenu par un service qui a suffisamment prouvé sa capacité à accompagner les mères et les enfants qui ont vécu un abandon. Le registre comprendra deux listes: la première reprendra les informations générales relatives à la mère (caractéristiques physiques, ébauche du profil, données (génétiques) nécessaires, message personnel éventuellement laissé par la mère ou les parents, éventuellement raisons et circonstances de l'abandon, etc.) sans que l'identité de la mère soit révélée. Cette formule permet de répondre au souhait de l'enfant qui n'éprouve pas le besoin de faire la connaissance de sa mère. En outre, le registre comprendra une liste qui mentionnera ces mêmes informations mais également le nom de la mère.

La réglementation doit préciser clairement à quelles conditions, à qui, quand et selon quelles modalités le registre est accessible.

L'article 55 du Code civil dispose que toute naissance doit être déclarée à l'officier de l'état civil de la commune sur le territoire de laquelle l'enfant est né, dans les quinze jours qui suivent celui de l'accouchement. En vertu de l'article 56 du Code civil, le médecin, l'accoucheuse, le responsable d'une clinique ou toute autre personne qui a assisté à l'accouchement sont tenus de donner à l'officier de l'état civil avis de l'accouchement, au plus tard le premier jour ouvrable qui suit celui-ci. Si ce dernier remarque, après la notification, que la déclaration n'a pas été faite dans le délai de quinze jours, il demande à la personne qui l'a averti de l'accouchement de faire la déclaration.

L'acte de naissance est ensuite dressé. Il énonce notamment le nom, la date et le lieu de naissance de la mère.

Ces articles doivent être modifiés pour permettre l'accouchement discret. Toute femme enceinte doit avoir la possibilité, à son arrivée à l'hôpital (ou chez un médecin ou une accoucheuse), d'opter pour une procédure d'accouchement discret. Dans ce cas, l'obligation de notification et de déclaration est maintenue, en ce sens que le responsable de l'hôpital ne通知 pas l'accouchement à l'officier de l'état civil mais à l'administration du registre central des accouchements discrets. Celle-ci assume alors l'obligation de déclaration et déclare la naissance dans les quinze jours à l'officier de l'état civil de la commune de la naissance, sans toutefois divulguer les données relatives à la filiation, qui sont

met haar kind gaat. Ook de (vermoedelijke) vader kan toegang krijgen tot het register.

Concreet zien we één nationaal gesloten register, dat wordt bijgehouden door een dienst die voldoende heeft bewezen in staat te zijn tot begeleiding van afstands-moeders en -kinderen. Het register zal twee lijsten bevatten: één lijst met algemene informatie over de moeder (fysische kenmerken, profiel-schets, noodzakelijke (erfelijke) gegevens, eventuele persoonlijke boodschap van de moeder of de ouders, eventueel de redenen waarom en de omstandigheden waarin afstand werd gedaan, enz.) zonder dat daarbij de identiteit van de moeder kenbaar wordt gemaakt. Op deze wijze kan men tegemoetkomen aan de wens van het kind, dat niet de behoefte heeft zijn moeder te leren kennen. Daarnaast zal het register een lijst bevatten waarop dezelfde informatie zal voorkomen maar eveneens de naam van de moeder.

De wettelijke regeling moet nauwkeurig de voorwaarden bepalen wie wanneer en hoe toegang kan krijgen tot het register.

Artikel 55 van het Burgerlijk Wetboek bepaalt dat elke geboorte moet worden aangegeven bij de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente op wiens grondgebied het kind werd geboren en dit binnen de vijftien dagen na de bevalling. De geneesheer, vroedvrouw, verantwoordelijke van een kliniek, of ieder ander persoon aanwezig op een bevalling, heeft volgens artikel 56 BW de plach één werkdag na de bevalling de ambtenaar van de burgerlijke stand kennis te geven van de bevalling. Merkt deze dat na kennisgeving de geboorte niet binnen de termijn van vijftien dagen wordt aangegeven, verzoekt hij de kennisgever de aangifte te doen.

Vervolgens wordt de geboorteakte opgesteld, die onder andere de naam, geboortedatum en -plaats van de moeder bevat.

Om een discrete bevalling mogelijk te maken zullen deze artikels moeten worden gewijzigd. Elke zwangere vrouw moet bij aankomst in een ziekenhuis (of bij een arts of vroedvrouw) de mogelijkheid krijgen te kiezen voor de procedure van de discrete bevalling. In dit het geval blijft de kennisgevings- en aangifteplicht behouden, met dien verstande dat de verantwoordelijke van het hospitaal de kennisgeving niet doet bij de ambtenaar van de burgerlijke stand, maar bij de administratie van het centraal register van de discrete bevallingen. Deze neemt dan de aangifteplicht op zich en geeft de geboorte binnen vijftien dagen aan bij de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente van geboorte,

conservées dans le registre central. La procédure suit alors son cours normal, et l'officier de l'état civil dresse un acte de naissance avec mention, en marge, du fait qu'il s'agit d'une naissance discrète et sans énoncer les données relatives à la mère. Ensuite — lorsque l'enfant a un domicile définitif — l'acte de naissance est transmis au service de la population de la commune du domicile de l'enfant. Au cours de la vie de celui-ci, toutes les données supplémentaires éventuelles (concernant la filiation de l'enfant par exemple) peuvent être mentionnées en marge de l'acte.

L'accouchement discret est également la meilleure solution pour les services d'adoption et les organisations féminines. Le *Vrouwenraad*, aux Pays-Bas, et la *Federatie van Erkende Vlaamse Adoptiediensten* qualifient la décision d'accoucher clandestinement ou dans l'anonymat de "prénatale" tandis que la décision d'abandonner l'enfant est postnatale, ce qui suppose un tout autre état d'esprit. L'accompagnement de la mère après la naissance est capital. Pour 80 % des femmes qui se présentent pour faire part de leur souhait d'abandonner l'enfant, l'on recherche avec succès une autre solution, si bien que les mères ont la possibilité d'élever elles-mêmes leur enfant ou, du moins, de rester en contact avec lui. Ces solutions peuvent consister à: mettre en ordre des demandes d'asile, faire valoir le droit au minimum de moyens d'existence, trouver un travail pour la mère, organiser une médiation avec les parents de celle-ci, veiller au placement temporaire de l'enfant et régler le problème du logement. Ces décisions sont toujours prises en concertation avec la mère candidate à l'abandon et avec l'accord de celle-ci, bien entendu. Seules 1/5 des femmes s'étant présentées pour un abandon concrétisent malgré tout leur projet. Toutes les mères envisageant l'abandon bénéficient d'un délai de réflexion, avec encadrement, de deux à six mois.

Ce sont de beaux résultats, qu'un système d'accouchement dans l'anonymat ne permet pas d'enregistrer.

Le service chargé de tenir à jour le registre central pourra collecter toutes les informations et le savoir-faire utiles. Il sera ainsi possible, d'une part, d'avoir une idée du nombre de femmes qui ont recours à l'accouchement discret et, d'autre part, d'utiliser les données recueillies à des fins de prévention, d'accompagnement, etc. Les jeunes filles seront mieux accueillies, dans un cadre plus chaleureux, qui apaisera leur souffrance.

Malgré la contraception, les lois sur l'interruption volontaire de grossesse et les aides socioéconomiques en faveur des jeunes mères en difficulté, on constate qu'il y a encore des femmes qui souhaitent garder l'anonymat

evenwel zonder de afstammingsgegevens, die achterblijven in het centraal register. De gewone procedure wordt vervolgd en de ambtenaar van de burgerlijke stand maakt een geboorteakte op met een randmelding die erop wijst dat het om een discrete geboorte gaat en zonder de melding van de gegevens van de moeder. Vervolgens — nadat het kind een definitieve woonplaats heeft — wordt de geboorteakte overgemaakt aan de bevolkingsdienst van de gemeente van woonst van het kind. Tijdens het leven kunnen alle eventuele bijkomende gegevens (bijvoorbeeld over de afstamming van het kind) worden vermeld in de rand van de akte.

Bevallen in discretie is ook voor de adoptiediensten en vrouwenorganisaties de beste oplossing. De Nederlandstalige Vrouwenraad en de Federatie van Erkende Vlaamse Adoptiediensten wijzen erop dat de beslissing om clandestien of anoniem te bevallen een prenatale beslissing is. De beslissing om afstand te doen van het kind is daarentegen postnataal, wat een totaal andere gemoedstoestand veronderstelt. Begeleiding van de moeder na de geboorte is cruciaal. Voor 80 % van de vrouwen die zich aanmelden met een vraag tot afstand van het kind wordt een andere oplossing gezocht en gevonden en krijgen de moeders de kans het kind zelf op te voeden of alleszins contact te houden. Die oplossingen kunnen zijn: het in orde brengen van asielaanvragen, het regelen van recht op bestaansminimum, het vinden van werk voor de moeder, het organiseren van een bemiddeling met de ouders van de moeder, zorgen voor een tijdelijke opvang van het kind, het regelen van huisvesting. Dit alles uiteraard steeds in samenspraak en met het akkoord van de kandidaat-afstands moeder. Slechts 1/5 van de aangemelde vrouwen gaat uiteindelijk toch over tot afstand. Alle afstands moeders krijgen een begeleide bedenktijd van twee tot zes maanden.

Mooie resultaten die een systeem van anonieme bevalling niet kan voorleggen.

Door het bijhouden van het centraal register zal de ermee belaste dienst allerhande bruikbare informatie alsmede knowhow verzamelen. Enerzijds wordt het mogelijk een zicht te krijgen op het aantal vrouwen die overgaan tot een discrete bevalling, anderzijds kunnen de verzamelde gegevens worden gebruikt in het kader van preventie, begeleiding, enz. De meisjes zullen beter worden opgevangen, in een warmere sfeer, wat hun lijden vermindert.

Niettegenstaande de anticonceptie, de wetten op vrijwillige zwangerschapsafbreking en de sociaal-economische tegemoetkoming aan jonge moeders in moeilijkheden, stellen we vast dat er vrouwen blijven

lors de l'accouchement. Il ressort d'une étude du docteur Catherine Bonnet qu'il est rare que des difficultés d'ordre socioéconomique poussent la mère à ne pas accepter l'enfant. Cette attitude est souvent liée à des problèmes d'ordre psychologique. Des femmes peuvent découvrir (tardivement) leur grossesse bien après l'expiration du délai légal pour pratiquer l'interruption volontaire de grossesse ou, pour diverses raisons, ne souhaitent pas avoir recours à une interruption de grossesse. Différents éléments peuvent soumettre les femmes à une pression psychique extrême, pour qu'elles n'acceptent pas leur enfant. Un accouchement discret pourrait constituer une solution, en permettant à la mère de garder l'anonymat tout en n'empêchant pas définitivement la recherche de la filiation.

Le législateur a pour mission de dégripper les procédures administratives "rouillées", en les adaptant à une réalité sociale qui a évolué. En décembre 2005, les députées sp.a Magda De Meyer et Karin Jironflée ont déposé une proposition de résolution visant à permettre les accouchements discrets dans notre pays. Dans les milieux gouvernementaux, elle a été accueillie favorablement et a même débouché sur une note d'orientation, mais aucun projet de loi n'a vu le jour jusqu'à présent. La situation difficile dans laquelle se retrouve, du jour au lendemain, le groupe toujours plus nombreux des mères qui ont accouché au terme d'une grossesse non désirée, constitue un tel changement que le législateur doit réagir, sans ignorer les droits des enfants victimes d'un abandon. Il s'agit d'un exercice d'équilibrisme auquel le système de l'accouchement dans la discréetion peut apporter une solution.

Les lignes de force de l'application pratique de la proposition

La proposition de loi prévoit l'adaptation de trois articles du Code civil, en ce sens que lorsqu'une mère ne souhaite pas révéler son identité, la naissance devra être déclarée dans un registre central. L'administration du registre central des accouchements discrets doit en informer l'officier de l'état civil de la commune sur le territoire de laquelle l'enfant est né. Les données relatives à la filiation ou l'identité de la mère ne peuvent être révélées sans le consentement de cette dernière. Le Roi fixe les modalités de cette procédure.

En cas d'accouchement discret, les données de la mère ne sont donc pas inscrites dans l'acte de naissance, mais dans le registre central des accouchements discrets.

bestaan die bij de bevalling hun anonimiteit wensen te behouden. Uit onderzoek van Dr. Catherine Bonnet blijkt dat het zelden voorkomt dat socio-economische moeilijkheden ertoe leiden om het kind niet te aanvaarden. Vaak is het gebonden aan problemen van psychologische aard. Vrouwen kunnen ver buiten de periode van de wettelijk toegelaten vrijwillige zwangerschapsafbreking hun zwangerschap (laattijdig) ontdekken of om verschillende redenen geen zwangerschapsafbreking wensen. Verschillende oorzaken kunnen vrouwen onder extreme psychische druk zetten om hun kind niet te aanvaarden. Een discrete bevalling zou een oplossing kunnen zijn, waarbij de moeder haar anonimiteit kan bewaren en tegelijk het opzoeken van de afstamming niet definitief onmogelijk maakt.

De wetgever heeft de taak verroeste administratieve procedures op te poetsen door ze aan te passen aan een veranderde maatschappelijk realiteit. In december 2005 diende de sp.a-kamerleden Magda De Meyer en Karin Jironflée een voorstel van resolutie in om discrete bevallingen in ons land mogelijk te maken. In regeringskringen werd positief gereageerd en het kwam zelfs tot een oriëntatielijst maar tot op heden blijft een wetsontwerp uit. De moeilijke situatie waarin de stijgende groep ongewenst zwangere moeders in verzeild raakt van de ene dag op de andere is zo'n verandering waar de wetgever op moet inspelen zonder miskenning van de rechten van de afstandskinderen. Een evenwichtsoefening die een oplossing vindt in het systeem van bevallen in discretie.

De krachtlijnen voor de praktische toepassing van het voorstel

Het wetsvoorstel voorziet in de aanpassing van drie artikelen van het Burgerlijk Wetboek, waardoor het mogelijk wordt dat bij een moeder die haar identiteit niet wenst prijs te geven, de geboorte moet worden aangegeven bij een centraal register. De administratie van het centraal register van de discrete bevallingen moet de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente op wiens grondgebied het kind werd geboren op de hoogte brengen. De afstamingsgegevens of de identiteit van de moeder mogen niet worden vrijgegeven zonder de toestemming van de moeder. De Koning bepaalt de nadere regels.

Bij discrete bevalling worden de gegevens van de moeder dus niet opgenomen in de geboorteakte doch wel in het centraal register van de discrete bevallingen.

Le registre central des accouchements discrets contient, par mère, deux listes:

1. la liste de filiation

La liste de filiation comprend l'identité de la mère. Lorsque l'enfant atteint l'âge de seize ans, il peut demander à la commission du registre central à pouvoir prendre connaissance de cette identité, et ce, à l'intervention de services d'encadrement professionnels désignés par le gouvernement. La commission effectue ensuite une tentative de médiation afin d'obtenir le consentement de la mère. À défaut de celui-ci, les données ne seront pas communiquées.

2. la liste des données non identifiables

Cette liste comprend des informations générales sur la mère (les caractéristiques physiques, une ébauche du profil, un message personnel éventuellement laissé par la mère ou les parents, toutes les données génétiques nécessaires, éventuellement, les raisons et les circonstances de l'abandon, etc.). L'enfant peut consulter cette liste, par le biais d'un service d'encadrement professionnel, à partir de l'âge de seize ans. À tout âge de l'enfant, les tuteurs légaux peuvent cependant demander à consulter cette liste.

Les mères qui envisagent d'abandonner leur enfant bénéficient d'un encadrement correct, assorti d'une période de réflexion de quatre mois après l'accouchement. Le gouvernement désigne ces services d'encadrement, auxquels les enfants abandonnés peuvent toujours aussi s'adresser pour obtenir tout le soutien nécessaire. Les dispositions de la proposition de loi et les lignes de force s'appliquent aussi, le cas échéant, aux "pères qui abandonnent leur enfant".

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Art. 2

Cet article prévoit que, lorsqu'une mère ne souhaite pas révéler son identité, la naissance doit être déclarée auprès d'un registre central. L'administration du registre central des accouchements discrets doit en informer l'officier de l'état civil de la commune sur le territoire de laquelle l'enfant est né. L'article prévoit également que les données relatives à la filiation sont conservées dans le registre central et que ces données ne peuvent être révélées sans l'autorisation de la mère.

Het centraal register van de discrete bevallingen bevat per moeder twee lijsten:

1. de afstammingslijst

De afstammingslijst bevat de identiteit van de moeder. Als het kind de leeftijd van zestien jaar heeft, kan het een verzoek doen aan de commissie van het Centraal Register om die identiteit te vernemen. Dit middels tussenkomst van professionele begeleidingsdiensten aangewezen door de regering. De commissie doet vervolgens een bemiddelingspoging om de instemming van de moeder te bekomen. Bij gebreke aan toestemming van de moeder worden de gegevens niet verstrekt.

2. de lijst met niet-identificeerbare gegevens

Deze lijst bevat algemene informatie over de moeder (fysische kenmerken, profielbeschrijving, eventuele persoonlijke boodschap van de moeder of de ouders, alle noodzakelijke erfelijke gegevens, eventueel de redenen waarom en de omstandigheden waarin afstand gedaan werd, en zo verder). Deze lijst kan het kind inkijken via een professionele begeleidingsdienst vanaf de leeftijd van 16 jaar. Op elke leeftijd van het kind kunnen de wettelijke voogden al inzage vragen.

De afstandsvoogden krijgen een degelijke begeleiding met een bedenkijd van vier maanden na de bevalling. De regering wijst deze begeleidingsdiensten aan, waarbij de afstandskinderen ook steeds terechtkunnen voor alle nodige ondersteuning. De bepalingen van het wetsvoorstel en de krachtlijnen gelden gebeurlijk ook voor de "afstandsvaders".

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Art. 2

Dit artikel bepaalt dat bij een moeder die haar identiteit niet wenst prijs te geven, de geboorte moet worden aangegeven bij een centraal register. De administratie van het centraal register van de discrete bevallingen moet de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente, op wiens grondgebied het kind werd geboren, op de hoogte brengen. Het artikel bepaalt verder dat de afstammingsgegevens in het centraal register blijven en dat gegevens niet mogen vrijgegeven worden zonder de toestemming van de moeder.

Les conditions et les règles concernant l'enregistrement des données relatives à la filiation et la révélation des données sont fixées par le Roi.

Art. 3

En cas d'accouchement discret, les données de la mère ne sont pas reprises dans l'acte de naissance, mais l'acte de naissance renvoie au registre central des accouchements discrets.

Art. 4

Le Roi organise un registre central des accouchements discrets. Il semble indiqué de l'organiser au SPF Justice. Le Roi en fixe le fonctionnement.

De voorwaarden en regels betreffende de registratie van de afstammingsegevens en het vrijgeven van de gegevens worden door de Koning bepaald.

Art. 3

Bij discrete bevalling worden de gegevens van de moeder niet opgenomen in de geboorteakte, maar wordt in de geboorteakte verwezen naar het centraal register van discrete bevallingen.

Art. 4

De Koning organiseert een centraal register van discrete bevallingen. Het lijkt aangewezen dat bij de FOD Justitie te doen. De Koning bepaalt de werking ervan.

Maya DETIÈGE (sp.a)
Myriam VANLERBERGHE (sp.a)

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

L'article 55 du Code civil, remplacé par la loi du 30 mars 1984, est complété par les alinéas suivants:

"Si toutefois la mère demande à l'institution ou à la personne qui l'assiste de garder le secret sur son identité et son accouchement, l'institution ou la personne qui l'assiste en informe le registre central des accouchements discrets le premier jour ouvrable qui suit celui de l'accouchement. La notification se fait suivant les modalités déterminées par le Roi.

L'administration du registre central des accouchements discrets déclare la naissance dans le délai prévu à l'alinéa 1^{er}, à l'officier de l'état civil de la commune de la naissance, sans toutefois divulguer les données relatives à la filiation maternelle.

Les données relatives à la filiation restent dans le registre central et ne peuvent être divulguées sans le consentement de la mère.

Le Roi détermine les modalités de l'enregistrement des données relatives à la filiation et les conditions auxquelles elles peuvent être communiquées à l'enfant."

Art. 3

À l'article 57 du même Code, modifié par les lois du 30 mars 1984 et du 15 mai 2007, sont apportées les modifications suivantes:

a) au 2°, les mots "de la naissance, le nom" sont remplacés par les mots "de la naissance. S'il ne s'agit pas d'un accouchement discret, l'acte de naissance mentionne également le nom";

b) le 3° est complété comme suit:

"ou l'adresse du registre central des accouchements discrets"

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 55 van het Burgerlijk Wetboek, vervangen bij de wet van 30 maart 1984, wordt aangevuld met de volgende leden:

"Indien de moeder evenwel de instelling of de persoon die haar bijstaat, verzoekt om haar identiteit en haar bevalling geheim te houden, geeft de instelling of de persoon die bijstand verleent daarvan kennis aan het centraal register van de discrete bevallingen op de eerste werkdag die volgt op de bevalling. De kennisgeving geschiedt op de wijze bepaald door de Koning.

De administratie van het centraal register van de discrete bevalling geeft de geboorte binnen de termijn als bedoeld in het eerste lid aan bij de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente van geboorte, evenwel zonder de afstammingsgegevens van de moeder.

De afstammingsgegevens blijven in het centraal register en mogen niet vrijgegeven worden zonder de toestemming van de moeder.

De Koning bepaalt de regels voor de registratie van de afstammingsgegevens en de voorwaarden waaronder zij kunnen worden medegedeeld aan het kind."

Art. 3

In artikel 57 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 30 maart 1984 en 15 mei 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het 2° worden de woorden "van geboorte, de naam" vervangen door de woorden "van geboorte. Indien het niet om een discrete bevalling gaat, vermeldt de geboorteakte tevens de naam";

b) het 3° wordt aangevuld als volgt:

"of het adres van het centraal register van discrete bevallingen".

Art. 4

Le Roi organise un registre central des accouchements discrets. Il en règle également le fonctionnement.

6 octobre 2010

Art. 4

De Koning organiseert een centraal register van discrete bevallingen. Hij regelt tevens de werking ervan.

6 oktober 2010

Maya DETIÈGE (sp.a)
Myriam VANLERBERGHE (sp.a)